

Blanqui, « Notre drapeau, c'est l'égalité » *Le Libérateur*, n° 1, 2 février 1834

«Vous voulez détruire ce qui existe, clame-t-on de toutes parts, et vous n'avez rien à mettre à la place ! », c'est là la phrase sacramentelle qui gouverne le pays depuis trois ans, et quand on l'a prononcée une fois, il y a contre vous arrêt sans appel. Il faut pourtant en finir avec cette phraséologie creuse, et s'expliquer catégoriquement sur les choses, en laissant de côté les mots. Qu'entend-on par détruire ce qui existe ? Il existe une nation française de trente-trois millions d'individus répartis sur un territoire de vingt-huit mille lieues carrées environ. On accordera bien, apparemment, que nous ne voulons pas effacer ce territoire de la carte de l'Europe, ni ses trente-trois millions d'habitants de la liste des vivants. Les accusations de renversement ne portent donc que sur la constitution et les lois écrites du pays ; car, pour ses mœurs et ses idées, il sera démontré plus bas que nous les respectons plus que personne. [...]

Si en effet, nous nous disons républicains, c'est que nous espérons de la république une refonte sociale que la France réclame impérieusement et qui est dans sa destinée. Si la république devait tromper cette espérance, nous cesserions d'être républicains ; car, à nos yeux, une forme de gouvernement n'est point un but mais un moyen, et nous ne désirons une réforme politique que comme acheminement à une réforme sociale. Nous savons qu'on traite nos projets d'utopies. L'histoire est là qui nous garantit... la réalisation infaillible de ces utopies [...]. Il n'y a point ici à détruire, ni même à remplacer ; il s'agit simplement au contraire de continuer un mouvement admirable de progrès qui s'est fait jour avec une irrésistible persévérance, en brisant l'un après l'autre les obstacles qui renaissaient incessamment pour entraver sa marche. Or, tous ces obstacles n'ont pas disparu ; car l'ennemi qui les suscite, le privilège, est encore debout, poursuivant contre l'égalité, mère du progrès, cette guerre implacable qui a duré déjà dix-huit cents ans, et qui bouillonne toujours plus ardente dans les entrailles de la société chrétienne. Le privilège et l'égalité, voilà les deux principes qui se disputent la France dès son berceau ; l'un, aussi vieux que le monde dont il est l'Ahriman, le génie malfaisant, principe de désordre et de violence, cherchant son appui dans l'égoïsme et les viles passions qui en découlent, divise les hommes pour les isoler, ne veut d'instrument que la force matérielle, n'enfante que la concurrence, la guerre, et a pour dernière conséquence logique la destruction. L'autre, révélation sublime, apparue tout à coup aux yeux des nations comme un symbole de délivrance et de salut, l'égalité donnée au monde par l'Évangile qui en a semblé l'œuvre d'un Dieu, est le principe d'ordre et de justice éternelle, destiné à fermer les plaies hideuses creusées par le privilège ; l'Égalité appelle toutes les vertus et refoule tous les vices. Elle tue l'égoïsme et ne vit que de dévouement ; c'est par le dévouement qu'elle réunit et qu'elle associe les hommes ; c'est par l'intelligence seule qu'elle les gouverne et qu'elle fait concourir leurs efforts à un but commun qui est le bien-être de tous. C'est enfin l'unité et la fraternité qu'elle établit sur la terre, de même que le privilège n'y produit que haine et isolement.

La vie entière de la France est dans le duel de ces deux principes qui luttent avec un incroyable acharnement, sans paix ni trêve, car toute transaction est impossible entre eux et le combat ne doit finir que par la mort d'un des deux combattants. Le privilège, tour à tour violent et perfide, humble et arrogant, toujours sanguinaire et lâche, impuissant à lutter de front parce qu'il se sent écrasé de la supériorité morale de son adversaire, mais ayant pour tactique de corrompre les soldats du camp opposé, et ne se maintenant que par la trahison de ces transfuges, toujours en retraite et poursuivi sans relâche, s'affaiblissant peu à peu par des défaites successives ; tandis que l'égalité, courageuse et calme comme le peuple qu'elle représente, dédaigneuse des ruses de son ennemi, s'avance, s'avance, grandissant à chaque pas, repoussant le privilège de refuge en refuge, jusque dans ses derniers retranchements, où elle va s'élaner pour l'anéantir. Il ne faut pas demander de quel côté sont nos affections et nos efforts dans cette lutte mémorable. L'égalité est notre foi [...]. Il n'importe guère que l'oppression se manifeste sous la forme d'aristocratie militaire ou commerciale, que le peuple soit exploité par le sabre ou par les écus ; nos entrailles s'émeuvent de la même pitié pour les souffrances du paysan foulé aux pieds du coursier de son châtelain, et pour l'agonie de l'ouvrier dont le sang sert à graisser les mécaniques de son suzerain industriel. Il n'y a rien de changé en effet, sinon que le privilège, vaincu sous l'armure du haut baron, reparaît avec l'habit du capitaliste ; c'est toujours le privilège avec son même drapeau où on lit : « Oisiveté et exploitation », tandis que l'égalité lui oppose avec non moins de constance sa devise si souvent victorieuse : « Intelligence et travail ! ». Comprend-on ces deux symboles ? L'oisiveté, c'est-à-dire l'homme inerte, n'exerçant plus ses facultés, dégradé jusqu'à l'état de brute, l'homme enfin cessant d'être homme ! L'intelligence et le travail, c'est-à-dire l'homme exalté par la pensée, ennobli par l'exercice de sa puissance, l'homme dominant en maître toute la création ! Voilà où aboutissent en dernier résultat ces deux principes, le privilège et l'égalité. Qu'on ne s'étonne donc pas que dans une lutte entre de tels ennemis, la victoire demeure invariablement à l'égalité, puisqu'il faut qu'elle triomphe ou que l'humanité périsse. [...] Le travail, c'est le peuple ; l'intelligence, ce sont les hommes de dévouement qui le conduisent. Comment la violence brutale du privilège prévaudrait-elle contre cette coalition invincible, formée par le génie qui conçoit et les masses qui exécutent ? [...]

C'est ainsi que nous voyons le clergé catholique, après qu'il s'est fait le champion du privilège féodal et monarchique en abandonnant la cause de l'égalité, crier de toutes ses forces à l'esprit d'impiété et d'orgueil contre les missionnaires nouveaux qui ressaisissent le sceptre de l'intelligence échappé de ses mains, et qui à leur tour se font suivre de l'humanité, en la guidant dans sa carrière d'affranchissement. Les apôtres du catholicisme ne songeaient point à maudire l'intelligence quand ils régnaient par elle sur des peuples renaissants et soumis ; c'est qu'ils étaient dévoués alors, et quand ils cessèrent de l'être, l'égoïsme eut bientôt tari en eux l'intelligence. Ils ne blasphémaient pas non plus contre la pensée, ces philosophes du XVIII^e siècle qui s'en servaient avec un si formidable succès pour battre en brèche l'aristocratie des parchemins appuyée sur un clergé corrompu. C'est qu'ils combattaient aussi pour l'égalité, suivis par tout un peuple docile à leur voix et sourd aux anathèmes de prêtres égoïstes qui s'irritaient de ne plus être écoutés. Hélas, ces nobles génies ne prévoyaient pas que d'indignes successeurs, après avoir terrassé les mêmes ennemis avec cette arme de la pensée, chercheraient ensuite à la briser pour asseoir une nouvelle féodalité. [...] Nous les avons vus changer en un triomphe de privilège la sanglante victoire que nous pensions avoir remportée pour la cause de l'égalité. Voilà le hideux spectacle donné au monde par ces renégats du libéralisme qui parurent pendant quinze ans défendre de tout leur talent ce grand principe contre la vieille aristocratie, et qui depuis 1830 se sont mis aux gages de l'aristocratie des capitaux. Ah! c'est une douleur bien amère de voir l'intelligence, cette émanation d'en haut, trahir la mission de dévouement qu'elle a reçue du ciel et se prostituer au privilège afin de partager avec lui la dépouille des faibles que son rôle est de défendre ! [...]

Ce n'est là toutefois que l'échec d'un moment. Il faut marcher ; quand les masses rencontrent un obstacle, elles s'arrêtent, s'amoncellent et le renversent. C'est l'histoire du passé, c'est aussi celle de l'avenir. L'égalité n'a point péri par la trahison du catholicisme lorsqu'il passa dans le camp de la monarchie féodale. Elle ne périra pas parce que de nouveaux apostats viennent de passer avec armes et bagages dans le comptoir de la monarchie mercantile. Elle ne périrait pas quand bien même de futurs transfuges, qui combattent aujourd'hui sous sa bannière, devraient un jour aussi la désertier, et il faut s'y attendre peut-être, après de si tristes enseignements.

Blanqui, « La richesse sociale doit appartenir à ceux qui l'ont créée » ; *Le Libérateur*, n° 2, février 1834

Si on examine quelles sont les sources de la richesse sociale, on trouve qu'elle réside exclusivement dans l'intelligence et le travail. C'est en effet par le travail et l'intelligence que la société vit et respire, grandit et se développe, et si ces deux forces se retiraient d'elle un seul instant, elle tomberait aussitôt en dissolution, et tous ses membres périraient comme par une soudaine catastrophe. Mais ces deux forces ne peuvent agir qu'à la condition d'un troisième élément, inerte par lui-même, et qui sert d'instrument entre les mains des hommes d'intelligence et de travail pour entretenir la vie de la société. Cet élément, c'est le sol. Il semble donc que le sol doit appartenir également à tous les membres de la société qui, de tous leurs efforts combinés, exploiteraient les richesses qu'il recèle dans ses entrailles. Cela n'est point. Des individus se sont emparés par la ruse et la violence de cette terre commune que nous foulons de nos pieds et, s'en déclarant les possesseurs exclusifs, ils ont établi par des lois qu'elle serait à jamais leur propriété et que ce droit de propriété deviendrait la base de la constitution sociale ; c'est-à-dire qu'il dominerait tous les droits de l'humanité et qu'il pourrait au besoin les absorber tous ; que, par exemple, il serait dérogé au droit de vivre que chaque homme apporte en naissant, si ce droit, qui est le droit de tous, heurtait en quelque chose le droit de propriété du petit nombre privilégié. Puis ce droit de propriété s'est étendu du sol à d'autres instruments de travail qui s'y rattachent sans en faire partie intégrante et qu'on peut appeler du nom générique de capitaux. Or, comme le sol et les capitaux, stériles d'eux-mêmes, n'acquièrent de valeur que par le travail, mais que, d'un autre côté, ils sont ici même les matières premières que doivent mettre en œuvre les forces actives de la société, il arrive que l'immense majorité des citoyens entièrement exclus du partage se voit forcée de féconder péniblement un sol dont elle ne récolte point les produits, et d'engraisser de ses sueurs une oisive minorité qui recueille tout. Aussi les instruments ou les fruits du travail n'appartiennent [pas] aux masses qui travaillent, mais à une aristocratie usurpatrice qui consomme et qui ne produit pas. La sève des arbres est absorbée par un luxe de feuilles et de branches gourmandes, au détriment des rameaux fertiles qui s'étiolent et se flétrissent. Le miel élaboré par les abeilles est dévoré par les frelons.

Tel est notre ordre social, fondé originairement par la conquête, qui a divisé les populations en deux catégories, les vainqueurs et les vaincus, réservant aux premiers la propriété exclusive du sol et transformant les autres en un vil bétail destiné uniquement à labourer et fumer les terres de ces monstres. La conséquence logique d'une pareille organisation, c'est l'esclavage, et nous voyons que le principe de propriété construit d'après une [telle ruse] n'a pas manqué d'amener cette conséquence [...]. Toutefois le principe d'égalité, qui travaille lentement à détruire sous toutes ses formes l'exploitation de l'homme par l'homme, porta le premier coup à ce droit sacrilège de propriété, en brisant l'esclavage domestique [...].

Flora Tristan, *L'Union ouvrière*, 1843

Aux Ouvriers et aux Ouvrières Ouvriers et Ouvrières

Écoutez-moi. – Depuis vingt-cinq ans les hommes les plus intelligents et les plus dévoués ont consacré leur vie à la défense de votre sainte cause ; ils ont, par des écrits, des discours, des rapports, des mémoires, des enquêtes, des statistiques, signalé, constaté, démontré au gouvernement et aux riches que la classe ouvrière est, en l'état actuel des choses, placée matériellement et moralement dans une situation intolérable de misère et de douleur ; – ils ont démontré que, de cet état d'abandon et de souffrance, il résultait nécessairement que la plupart des ouvriers, aigris par le malheur, abrutis par l'ignorance et un travail excédant leurs forces, devenaient des êtres dangereux pour la société ; – ils ont prouvé au gouvernement et aux riches que non seulement la justice et l'humanité imposaient le devoir de venir au secours des classes ouvrières par une loi sur l'organisation du travail, mais que même l'intérêt et la sûreté générale réclamaient impérieusement cette mesure. – Eh bien ! depuis vingt-cinq ans, tant de voix éloquents n'ont pu parvenir à éveiller la sollicitude du gouvernement sur les dangers que court la société en face de 7 à 8 millions d'ouvriers exaspérés par la souffrance et le désespoir, et dont un grand nombre se trouvent placés entre le suicide... ou le vol !...

Ouvriers, que peut-on dire maintenant pour la défense de votre cause ?... Depuis vingt-cinq ans, tout n'a-t-il pas été dit et redit sous toutes les formes jusqu'à satiété ? Il n'y a plus rien à dire, plus rien à écrire, car votre malheureuse position est bien connue de tous. Il ne reste qu'une chose à faire : agir en vertu des droits inscrits dans la Charte.

Or, le jour est venu où il faut agir et c'est à vous, à vous seuls, qu'il appartient d'agir dans l'intérêt de votre propre cause. – Il y va pour vous de la vie... ou de la mort ! de cette mort horrible qui tue à chaque instant : la misère et la faim !

Ouvriers, cessez donc d'attendre plus longtemps l'intervention qu'on réclame pour vous depuis vingt-cinq ans. L'expérience et les faits vous disent assez que le gouvernement ne peut ou ne veut pas s'occuper de votre sort quand il est question de l'améliorer. – De vous seuls il dépend de sortir, si vous le voulez fermement, du dédale de misères, de douleurs et d'abaissement où vous languissez. Voulez-vous assurer à vos enfants le bénéfice d'une bonne éducation industrielle, et à vous-mêmes la certitude du repos dans votre vieillesse ? – Vous le pouvez.

Votre action, à vous, ce n'est pas la révolte à main armée, l'émeute sur la place publique, l'incendie ni le pillage. – Non ; car la destruction, au lieu de remédier à vos maux, ne ferait que les empirer. Les émeutes de Lyon et de Paris sont venues l'attester. – Votre action, à vous, vous n'en avez qu'une légale, légitime, avouable devant Dieu et les hommes : – C'est l'UNION UNIVERSELLE DES OUVRIERS ET DES OUVRIÈRES.

Ouvriers, votre condition dans la société actuelle est misérable, douloureuse : – en bonne santé, vous n'avez pas droit au travail ; – malades, infirmes, blessés, vieux, vous n'avez pas même droit à l'hôpital ; – pauvres, manquant de tout, vous n'avez pas droit à l'aumône, car la mendicité est défendue par la loi. – Cette situation précaire vous plonge dans l'état sauvage où l'homme, habitant des forêts, est obligé chaque matin de songer au moyen de se procurer la nourriture de la journée. – Une semblable existence est un véritable supplice. Le sort de l'animal qui rumine dans l'étable est mille fois préférable au vôtre ; il est sûr, lui, de manger le lendemain ; son maître lui garde dans la grange de la paille et du foin pour l'hiver. Le sort de l'abeille, dans son trou d'arbre, est mille fois préférable au vôtre. Le sort de la fourmi, qui travaille en été pour vivre tranquille en hiver, est mille fois préférable au vôtre. – Ouvriers, vous êtes malheureux, oui, sans doute ; mais, d'où vient la principale cause de vos maux ?... Si une abeille et une fourmi, au lieu de travailler de concert avec les autres abeilles et fourmis à approvisionner la demeure commune pour l'hiver, s'avaisaient de se séparer et de vouloir travailler seules, elles aussi mourraient de froid et de faim dans leur coin solitaire. Pourquoi donc restez-vous dans l'isolement ?... – Isolés, vous êtes faibles et tombez accablés sous le poids des misères de toutes sortes ! – Eh bien ! sortez de votre isolement : unissez-vous ! L'union fait la force. Vous avez pour vous le nombre, et le nombre, c'est beaucoup.

Je viens vous proposer une union générale entre les ouvriers et ouvrières, sans distinction de métiers, habitant le même royaume : union qui aurait pour but de CONSTITUER LA CLASSE OUVRIÈRE et d'élever plusieurs établissements (Palais de l'UNION OUVRIÈRE), répartis également dans toute la France. Là seraient élevés des enfants des deux sexes de six à dix-huit ans, et on y recevrait les ouvriers infirmes ou blessés et les vieillards. (...)

Ouvriers, il faut donc sortir au plus vite de cette voie de division et d'isolement où vous êtes, et marcher courageusement et fraternellement dans l'unique voie qui vous convienne, – l'union. – Le projet d'union que j'ai conçu repose sur une base large et son esprit est capable de satisfaire pleinement aux exigences morales et matérielles d'un grand peuple.

Quel est le but et quel sera le résultat de l'union universelle des ouvriers et ouvrières ?

Elle a pour but :

- 1- De CONSTITUER L'UNITÉ compacte, indissoluble de la CLASSE OUVRIÈRE ;
- 2- de rendre, au moyen d'une cotisation volontaire donnée par chaque ouvrier, L'UNION OUVRIÈRE propriétaire d'un capital énorme ;
- 3- d'acquérir, au moyen de ce capital, une puissance réelle, celle de l'argent ;
- 4- au moyen de cette puissance, de prévenir la misère et d'extirper le mal dans sa racine, en donnant aux enfants de la classe ouvrière une éducation solide, rationnelle, capable d'en faire des hommes et des femmes instruits, raisonnables, intelligents et habiles dans leur profession ;
- 5- de récompenser le travail tel qu'il doit l'être, grandement et dignement. (...)

71- Les résultats que doit avoir l'UNION OUVRIÈRE sont incalculables. Cette union est un pont jeté entre la civilisation qui se meurt et l'ordre social harmonique entrevu par des esprits supérieurs. Pour premier effet, elle opérera la réhabilitation du travail manuel, flétri par des milliers d'années d'esclavage, et ceci est un point capital. Dès l'instant

où il n'y aura plus de déshonneur à travailler de ses mains, où le travail sera même un fait honorable, tous, riches et pauvres travailleront car l'oisiveté est à la fois une torture pour l'homme et la cause de ses maux. Tous travailleront et par ce fait seul l'abondance régnera pour tous. Dès lors plus de misère et, la misère cessant, l'ignorance cessera aussi. Qui produit le mal dont nous souffrons aujourd'hui ? n'est-ce pas ce monstre à mille têtes, l'ÉGOÏSME ! mais l'égoïsme n'est pas la cause première, c'est la misère et l'ignorance qui produisent l'égoïsme.

72- Qu'un paysan ait des prunes en abondance dans son jardin, et que ses voisins aient de même tant de prunes que personne ne se présente pour les acheter, dans ce cas, le paysan se montrera très charitable ; il laissera les pauvres du village manger ses prunes. Mais qu'il s'établisse un chemin de fer traversant ledit village situé à trente lieues de la capitale et que par ce moyen le paysan puisse porter à peu de frais ses prunes à la halle de Paris où elles seront vendues 12 fr. le panier, oh ! alors notre homme changera de ton avec les pauvres. Malheur à celui qui, passant près de l'arbre, osera ramasser une prune ; ce paysan se mettra jour et nuit à surveiller sa propriété ; il criera au vol ! à l'attaque contre ses droits sacrés ! et sans pitié il traduira en police correctionnelle le vieux mendiant coupable d'avoir ramassé une prune. Sans remords, sans pudeur, il le fera condamner à la prison pour ce vol parce que cette prune représente un liard. Voilà un paysan bien égoïste, dira-t-on ? Pas du tout ; et la preuve que cet homme n'est pas né égoïste, c'est que lorsqu'il avait trop de prunes pour lui il donnait le superflu aux pauvres. Que le chemin de fer se prolonge cent lieues de plus et qu'il arrive à Paris des prunes en telle abondance qu'elles ne se vendent plus que 50 c. le panier, vous verrez le même paysan cesser d'être égoïste et laisser prendre ses prunes par les pauvres. La société est exactement dans la même position que ce paysan, elle est égoïste parce qu'elle est pauvre en production. Que demain elle produise de manière à regorger de tout en abondance et l'égoïsme disparaîtra.

73- Cette immense production si désirable, comme l'unique moyen d'extirper les vices que l'égoïsme engendre, par conséquent de moraliser les hommes ; cette grande production ne pourra avoir lieu que lorsque tous et toutes travailleront de leurs mains et s'en glorifieront !

74- Le second résultat et non moins grand qu'amènera nécessairement l'UNION OUVRIÈRE sera d'établir de fait l'égalité réelle entre tous les hommes. – En effet, dès le jour où les enfants de la classe ouvrière seront élevés avec soin et qu'on s'appliquera à développer leur intelligence, leurs facultés, leurs forces physiques, en un mot, tout ce qu'il y a de bon et de beau dans la nature de l'homme ; dès le moment où par leur instruction, leur talent, leurs bonnes manières, il n'y aura plus entre les enfants du peuple et ceux de la classe riche aucune différence, je le demande, en quoi pourrait encore consister l'inégalité ? En rien, absolument rien. Alors on ne reconnaîtra plus qu'une seule inégalité ; mais celle-là, il nous faut la subir, l'accepter, car c'est Dieu qui l'a posée. – À l'un il distribue le génie, l'amour, l'intelligence, l'esprit, la force, la beauté. – À l'autre il dénie tous ces dons, en fait un être stupide, sec de cœur et d'esprit, faible de corps, vilain de forme. Voilà l'inégalité native devant laquelle l'orgueil de l'homme doit s'humilier, et cette inégalité-là atteint indistinctement les fils des rois et les fils des esclaves.

75- Je m'arrête, voulant laisser à mes lecteurs la douce joie d'énumérer eux-mêmes les importants et magnifiques résultats qu'aura indubitablement l'UNION OUVRIÈRE. Le pays trouvera dans cette institution des éléments d'ordre, de prospérité, de richesse, de moralité et de bonheur tels qu'on peut les désirer.

F. Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, 1880 (composé à partir de *L'anti-Dühring*).

« En 1831 avait eu lieu à Lyon la première insurrection ouvrière ; de 1838 à 1842, le premier mouvement ouvrier national, celui des chartistes anglais, atteignait son point culminant. La lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie passait au premier plan de l'histoire des pays les plus avancés d'Europe, proportionnellement au développement de la grande industrie d'une part, de la domination politique nouvellement conquise par la bourgeoisie d'autre part. Les enseignements de l'économie bourgeoise sur l'identité des intérêts du capital et du travail, sur l'harmonie universelle et la prospérité universelle résultant de la libre concurrence, étaient démentis de façon de plus en plus brutale par les faits. Il n'était plus possible de réfuter tous ces faits, pas plus que le socialisme français et anglais qui, malgré toutes ses imperfections, en était l'expression théorique. Mais l'ancienne conception idéaliste de l'histoire qui n'était pas encore détrônée, ne connaissait pas de luttes de classes reposant sur des intérêts matériels, ni même, en général, d'intérêts matériels ; la production et toutes les relations économiques n'y apparaissaient qu'à titre accessoire, comme éléments secondaires de l'« histoire de la civilisation ».

Les faits nouveaux obligèrent à soumettre toute l'histoire du passé à un nouvel examen et il apparut que toute histoire passée, à l'exception des origines, était l'histoire de luttes de classes, que ces classes sociales en lutte l'une contre l'autre sont toujours des produits des rapports de production et d'échange, en un mot des rapports économiques de leur époque ; que, par conséquent, la structure économique de la société constitue chaque fois la base réelle qui permet, en dernière analyse, d'expliquer toute la superstructure des institutions juridiques et politiques, aussi bien que des idées religieuses, philosophiques et autres de chaque période historique. Hegel avait libéré de la métaphysique la conception de l'histoire, il l'avait rendue dialectique, mais sa conception de l'histoire était essentiellement idéaliste. Maintenant l'idéalisme était chassé de son dernier refuge, la conception de l'histoire ; une conception matérialiste de l'histoire était donnée et la voie était trouvée pour expliquer la conscience des hommes en partant de leur être, au lieu d'expliquer leur être en partant de leur conscience, comme on l'avait fait jusqu'alors.

En conséquence, le socialisme n'apparaissait plus maintenant comme une découverte fortuite de tel ou tel esprit de génie, mais comme le produit nécessaire de la lutte de deux classes produites par l'histoire, le prolétariat et la bourgeoisie. Sa tâche ne consistait plus à fabriquer un système social aussi parfait que possible, mais à étudier le développement historique de l'économie qui avait engendré d'une façon nécessaire ces classes et leur antagonisme, et à

découvrir dans la situation économique ainsi créée les moyens de résoudre le conflit. Mais le socialisme antérieur était tout aussi incompatible avec cette conception matérialiste de l'histoire que la conception de la nature du matérialisme français l'était avec la dialectique et les sciences modernes de la nature. Certes, le socialisme antérieur critiquait le mode de production capitaliste existant et ses conséquences, mais il ne pouvait pas l'expliquer, ni par conséquent en venir à bout ; il ne pouvait que le rejeter purement et simplement comme mauvais. Plus il s'emportait avec violence contre l'exploitation de la classe ouvrière qui en est inséparable, moins il était en mesure d'indiquer avec netteté en quoi consiste cette exploitation et quelle en est la source. Or le problème était, d'une part, de représenter ce mode de production capitaliste dans sa connexion historique et sa nécessité pour une période déterminée de l'histoire, avec par conséquent, la nécessité de sa chute, d'autre part, de mettre à nu aussi son caractère interne encore caché. C'est ce que fit la découverte de la plus-value. Il fut prouvé que l'appropriation de travail non payé est la forme fondamentale du mode de production capitaliste et de l'exploitation de l'ouvrier qui en résulte ; que même lorsque le capitalisme paie la force de travail de son ouvrier à la pleine valeur qu'elle a sur le marché en tant que marchandise, il en tire pourtant plus de valeur qu'il n'en a payé pour elle ; et que cette plus-value constitue, en dernière analyse, la somme de valeur d'où provient la masse de capital sans cesse croissante accumulée entre les mains des classes possédantes. La marche de la production capitaliste, aussi bien que de la production de capital, se trouvait expliquée.

Ces deux grandes découvertes : la conception matérialiste de l'histoire et la révélation du mystère de la production capitaliste au moyen de la plus-value, nous les devons à Marx. C'est grâce à elles que le socialisme est devenu une science, qu'il s'agit maintenant d'élaborer dans tous ses détails et ses connexions. »

Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, Chapitre X, « La journée de travail » (1867).

I. Limite de journée de travail

Nous sommes partis de la supposition que la force de travail est achetée et vendue à sa valeur. Cette valeur, comme celle de toute autre marchandise, est déterminée par le temps de travail nécessaire à sa production. Si donc la production des moyens de subsistance journaliers, tels qu'il les faut en moyenne pour le travailleur, coûte six heures, il doit travailler en moyenne six heures par jour pour produire journalièrement sa force de travail, ou pour reproduire la valeur qu'il a obtenue en la vendant. La partie nécessaire de sa journée comprend alors six heures; toutes circonstances restant égales, c'est une grandeur donnée. Mais il ne s'ensuit pas que la grandeur de la journée elle-même soit donnée. Admettons que la ligne $a-b$ représente la durée ou la longueur du temps de travail nécessaire, soit six heures. Suivant que le travail sera prolongé au-delà de ab de une, de trois ou de six heures, nous obtiendrons trois lignes différentes :

Journée de travail I.	Journée de travail II.	Journée de travail III.
$a-----b-c$	$a-----b---c$	$a-----b-----c$

qui représentent trois journées de travail différentes de sept, de neuf et de douze heures. La ligne de prolongation bc représente la longueur du travail extra. Puisque la journée de travail = $ab + bc$ ou bien est ac , elle varie avec la grandeur variable de bc . Puisque ab nous est donné, le rapport de bc à ab peut toujours être mesuré. Ce rapport s'élève dans la journée de travail I à 1/6; dans la journée de travail II à 3/4, et dans la journée de travail III à 6/6, de ab . Enfin, puisque la proportion

(temps de travail extra) / (temps de travail nécessaire)

détermine le taux de la plus-value, ce taux est donné par le rapport ci-dessus. Il est respectivement dans les trois différentes journées de travail de seize deux tiers, de cinquante et de cent pour cent. Mais le taux de la plus-value seul ne nous donnerait point réciproquement la grandeur de la journée de travail. S'il était, par exemple, de cent pour cent, la journée de travail pourrait être de son côté de huit, de dix, de douze heures, et ainsi de suite. Il indiquerait que les deux parties constitutives de la journée, travail nécessaire et surtravail, sont de grandeur égale; mais il n'indiquerait pas la grandeur de chacune de ces parties.

La journée de travail n'est donc pas une grandeur constante, mais une grandeur variable. Une de ses parties est bien déterminée par le temps de travail qu'exige la reproduction continue de l'ouvrier lui-même; mais sa grandeur totale varie suivant la longueur ou la durée du surtravail. La journée de travail est donc déterminable; mais, par elle-même, elle est indéterminée [1].

Bien que la journée de travail ne soit rien de fixe, elle ne peut néanmoins varier que dans certaines limites. Sa limite minima, cependant, ne peut être déterminée. Assurément, si nous posons la ligne de prolongation bc , ou le surtravail = 0, nous obtenons ainsi une limite minima, c'est-à-dire la partie de la journée pendant laquelle l'ouvrier doit nécessairement travailler pour sa propre conservation. Mais le mode de production capitaliste une fois donné, le travail nécessaire ne peut jamais former qu'une partie de la journée de travail, et cette journée elle-même ne peut, par conséquent, être réduite à ce minimum. Par contre, la journée de travail possède une limite maxima. Elle ne peut être prolongée au-delà d'un certain point. Cette limite maxima est doublement déterminée, et d'abord par les bornes physiques de la force de travail. Un homme ne peut dépenser pendant le jour naturel de vingt-quatre heures qu'un certain quantum de sa force vitale. C'est ainsi qu'un cheval ne peut, en moyenne, travailler que huit heures par jour. Pendant une partie du jour, la force doit se reposer, dormir; pendant une autre partie, l'homme a des besoins physiques à satisfaire; il lui faut se nourrir, se vêtir, etc. Cette limitation purement physique n'est pas la seule. La prolongation de la journée de travail rencontre des limites morales. Il faut au travailleur du temps pour satisfaire ses besoins intellectuels et sociaux, dont le

nombre et le caractère dépendent de l'état général de la civilisation. Les variations de la journée de travail ne dépassent donc pas le cercle formé par ces limites qu'imposent la nature et la société. Mais ces limites sont par elles-mêmes très élastiques et laissent la plus grande latitude. Aussi trouvons-nous des journées de travail de dix, douze, quatorze, seize, dix-huit heures, c'est-à-dire avec les plus diverses longueurs.

Le capitaliste a acheté la force de travail à sa valeur journalière. Il a donc acquis le droit de faire travailler pendant tout un jour le travailleur à son service. Mais qu'est-ce qu'un jour de travail [2] ? Dans tous les cas, il est moindre qu'un jour naturel. De combien ? Le capitaliste a sa propre manière de voir sur cette *ultima Thule*, la limite nécessaire de la journée de travail. En tant que capitaliste, il n'est que capital personnifié; son âme et l'âme du capital ne font qu'un. Or le capital n'a qu'un penchant naturel, qu'un mobile unique; il tend à s'accroître, à créer une plus-value, à absorber, au moyen de sa partie constante, les moyens de production, la plus grande masse possible de travail extra [3]. Le capital est du travail mort, qui, semblable au vampire, ne s'anime qu'en suçant le travail vivant, et sa vie est d'autant plus allègre qu'il en pompe davantage. Le temps pendant lequel l'ouvrier travaille, est le temps pendant lequel le capitaliste consomme la force de travail qu'il lui a achetées [4]. Si le salarié consomme pour lui-même le temps qu'il a de disponible, il vole le capitaliste [5].

Le capitaliste en appelle donc à la loi de l'échange des marchandises. Il cherche, lui, comme tout autre acheteur, à tirer de la valeur d'usage de sa marchandise le plus grand parti possible. Mais tout à coup s'élève la voix du travailleur qui jusque-là était comme perdu dans le tourbillon de la production :

La marchandise que je t'ai vendue se distingue de la tourbe des autres marchandises, parce que son usage crée de la valeur, et une valeur plus grande qu'elle ne coûte elle-même. C'est pour cela que tu l'as achetée. Ce qui pour toi semble accroissement de capital, est pour moi, excédant de travail. Toi et moi, nous ne connaissons sur le marché qu'une loi, celle de l'échange des marchandises. La consommation de la marchandise appartient non au vendeur qui l'aliène, mais à l'acheteur qui l'acquiert. L'usage de ma force de travail t'appartient donc. Mais par le prix quotidien de sa vente, je dois chaque jour pouvoir la reproduire et la vendre de nouveau. Abstraction faite de l'âge et d'autres causes naturelles de dépérissement, je dois être aussi vigoureux et dispos demain qu'aujourd'hui, pour reprendre mon travail avec la même force. Tu me prêches constamment l'évangile de « l'épargne », de « l'abstinence » et de « l'économie ». Fort bien ! Je veux, en administrateur sage et intelligent, économiser mon unique fortune, ma force de travail, et m'abstenir de toute folle prodigalité. Je veux chaque jour n'en mettre en mouvement, n'en convertir en travail, en un mot n'en dépenser que juste ce qui sera compatible avec sa durée normale et son développement régulier. Par une prolongation outre mesure de la journée de travail, tu peux en un seul jour mobiliser une plus grande quantité de ma force que je n'en puis remplacer en trois. Ce que tu gagnes en travail je le perds en substance. Or, l'emploi de ma force et sa spoliation sont deux choses entièrement différentes. Si la période ordinaire de la vie d'un ouvrier, étant donné une moyenne raisonnable de travail, est de trente ans, la valeur moyenne de ma force que tu me payes par jour, forme $1/(365 \times 30)$ ou $1/10950$ de sa valeur totale. La consommes-tu dans dix ans, eh bien ! Tu ne payes, dans ce cas, chaque jour, que $1/10950$ au lieu de $1/3650$ de sa valeur entière, c'est-à-dire tu ne me payes que un tiers de sa valeur journalière, tu me voles donc chaque jour deux tiers de ma marchandise. Tu payes une force de travail d'un jour quand tu en uses une de trois. Tu violes notre contrat et la loi des échanges. Je demande donc une journée de travail de durée normale, et je la demande sans faire appel à ton cœur, car, dans les affaires, il n'y a pas de place pour le sentiment. Tu peux être un bourgeois modèle, peut-être membre de la société protectrice des animaux, et, par-dessus le marché, en odeur de sainteté; peu importe. La chose que tu représentes vis-à-vis de moi n'a rien dans la poitrine; ce qui semble y palpiter, ce sont les battements de mon propre cœur. J'exige la journée de travail normal, parce que je veux la valeur de ma marchandise, comme tout autre vendeur [6].

Comme on le voit, à part des limites tout élastiques, la nature même de l'échange des marchandises n'impose aucune limitation à la journée de travail, et au travail extra. Le capitaliste soutient son droit comme acheteur, quand il cherche à prolonger cette journée aussi longtemps que possible et à faire deux jours d'un. D'autre part, la nature spéciale de la marchandise vendue exige que sa consommation par l'acheteur ne soit pas illimitée, et le travailleur soutient son droit comme vendeur quand il veut restreindre la journée de travail à une durée normalement déterminée. Il y a donc ici une antinomie, droit contre droit, tous deux portent le sceau de la loi qui règle l'échange des marchandises. Entre deux droits égaux qui décide ? La Force. Voilà pourquoi la réglementation de la journée de travail se présente dans l'histoire de la production capitaliste comme une lutte séculaire pour les limites de la journée de travail, lutte entre le capitaliste, c'est-à-dire la classe capitaliste, et le travailleur, c'est-à-dire la classe ouvrière.

Notes

[1] « Travail d'un jour, c'est très vague; ça peut être long ou court. » (*An Essay on Trade and Commerce, containing Observations on Taxation, etc.*, London, 1770, p.73.)

[2] Cette question est infiniment plus importante que la célèbre question de Sir Robert Peel à la Chambre de commerce de Birmingham : « *Qu'est-ce qu'une livre sterling ?* » question qui ne pouvait être posée, que parce que Robert Peel n'en savait pas plus sur la nature de la monnaie que les « *little shilling men* » auxquels il s'adressait.

[3] « C'est la tâche du capitaliste d'obtenir du capital dépensé la plus forte somme de travail possible. » (J. G. Courcelle Seneuil : *Traité théorique et pratique des entreprises industrielles*. 2^e édit., Paris, 1857. p.63.)

[4] « Une heure de travail perdue par jour porte un immense préjudice à un état commercial. » - « Il se fait une consommation de luxe extraordinaire parmi les pauvres travailleurs du royaume et particulièrement dans la populace manufacturière : elle consiste dans la consommation de leur temps, consommation la plus fatale de toutes. » (*An Essay on Trade and Commerce, etc.*, p.47 et 153.)

[5] « Si le manouvrier libre prend un instant de repos, l'économie sordide qui le suit des yeux avec inquiétude, prétend qu'il la vole. » (N. Linguet: *Théorie des lois civiles, etc.* Londres, 1767, t. II, p.466.)

[6] Pendant la grande agitation des ouvriers en bâtiment à Londres, 1860-61, pour la réduction de la journée de travail à neuf heures, leur comité publia un manifeste qui contient à peu de chose près le plaidoyer de notre travailleur. Il y est fait allusion, non sans ironie, à ce que Sir M. Peto, le maître entrepreneur le plus âpre au gain, devenu depuis célèbre par sa gigantesque banqueroute, était en odeur de sainteté.

Chap. 1 : « Pour exprimer ma pensée plus nettement, je comparerai la société à une grande diligence à laquelle était attelée l'humanité, qui traînait son fardeau péniblement à travers les routes montagneuses et ardues. Malgré la difficulté de faire avancer la diligence sur une route aussi abrupte, et bien qu'on fût obligé d'aller au pas, le conducteur, qui n'était autre que la faim, n'admettait point qu'on fit de halte. Le haut du coche était couvert de voyageurs qui ne descendaient jamais, même aux montées les plus raides. Ces places élevées étaient confortables, et ceux qui les occupaient discutaient, tout en jouissant de l'air et de la vue, sur le mérite de l'attelage essoufflé. Il va sans dire que ces places étaient très recherchées, chacun s'appliquant dans la vie à s'en procurer une et à la léguer à son héritier. D'après le règlement, on pouvait disposer librement de sa place en faveur de n'importe qui ; d'un autre côté, les accidents étaient fréquents et pouvaient déloger l'heureux possesseur. À chaque secousse violente, bon nombre de voyageurs tombaient à terre ; il leur fallait alors s'établir eux-mêmes au timon de la diligence sur laquelle ils s'étaient prélassés jusqu'alors. Quand on traversait un mauvais pas, quand l'attelage succombait sous le poids du fardeau, quand on entendait les cris désespérés de ceux que rongeaient la faim, que les uns, épuisés de fatigue, se laissaient choir dans la boue, que d'autres gémissaient, meurtris par la peine, les voyageurs d'en haut exhortaient ceux qui souffraient à la patience, en leur faisant entrevoir un meilleur sort dans l'avenir. Ils achetaient de la charpie et des médicaments pour les blessés, s'apitoyaient sur eux ; puis, la difficulté surmontée, un cri de soulagement s'échappait de toutes les poitrines. Eh bien, ce cri n'était qu'un cri d'égoïsme ! Quand les chemins étaient mauvais, le vacillement de ce grand coche déséquilibrait quelquefois, pour un instant, les voyageurs des hauts sièges, mais quand ils réussissaient à reprendre leur assiette, ils appréciaient doublement leurs bonnes places, ils s'y cramponnaient, et c'était là tout l'effet produit par le spectacle de la misère la plus poignante. Je répète que si ces mêmes voyageurs avaient pu s'assurer que ni eux ni leurs amis ne couraient aucun risque, le sort de l'attelage ne les eût guère inquiétés.

Je sais que ces principes paraîtront cruels et inhumains aux hommes du vingtième siècle ; mais voici les deux raisons qui les expliquent : d'abord, on croyait le mal irrémédiable, on se déclarait incapable d'améliorer la route, de retourner les harnais, la voiture même, la distribution du travail ou de l'attelage. On se lamentait généreusement sur l'inégalité des classes, mais on concluait que le problème était insoluble. Le second empêchement à tout progrès était cette hallucination commune à tous les voyageurs d'en haut, qui consistait à voir, dans ceux qui traînaient la voiture, des gens pétris d'une autre pâte qu'eux. Cette maladie a existé, il n'y a aucun doute, car j'ai moi-même voyagé, dans le temps, sur le haut du coche et j'ai moi-même été atteint du délire commun. Ce qu'il y a de plus curieux, c'est que les piétons, qui venaient de se hisser sur la voiture et dont les mains calleuses portaient encore les traces des cordes qu'ils tiraient tout à l'heure, étaient les premières victimes de cette hallucination. Quant à ceux qui avaient eu le bonheur d'hériter de leurs ancêtres un de ces sièges rembourrés, leur infatuation, leur conviction d'être substantiellement distincts du commun des mortels, n'avaient plus de limites.

Chap 5 : « Pour commencer, car ce sujet est inépuisable, quelle solution, si solution il y a, avez-vous trouvée pour la question ouvrière ? C'était notre énigme du sphinx au dix-neuvième siècle, et quand je m'endormis, ce sphinx menaçait de dévorer la société parce que la réponse se faisait attendre. Je ne regretterai pas d'avoir dormi cent ans pour apprendre de vous la solution de ce problème, si toutefois vous l'avez trouvée.

— Comme une pareille question n'existe plus, répondit le docteur, et qu'il n'y aurait même pas moyen qu'elle surgît à nouveau, je crois que nous pouvons nous flatter de l'avoir résolue. Certes, la société aurait bien mérité d'être dévorée si elle n'était venue à bout d'un problème aussi simple. En somme, on peut dire qu'elle n'a même pas eu besoin de le résoudre ; il s'est résolu tout seul. La solution fut le résultat d'un processus d'évolution industrielle qui ne pouvait pas se terminer autrement. Le rôle de la société consistait simplement à coopérer avec cette évolution dès que la tendance en eut été déterminée avec certitude.

Je répondis qu'à l'époque où je m'endormis, aucune évolution de la sorte n'avait été reconnue.

— N'est-ce pas en mai 1887 que vous vous êtes endormi ?

— Oui, le 30 mai 1887.

Mon compagnon me toisa pendant quelques instants en silence, puis il reprit :

— Ainsi, selon vous, même à cette époque avancée du dix-neuvième siècle, on ne se doutait pas, en général, du caractère de la crise qui menaçait la société ? Je ne mets pas en doute votre témoignage. L'aveuglement de vos contemporains, par rapport aux signes du temps, est un phénomène commenté par plusieurs de nos historiens, et pourtant il y a peu de faits historiques aussi difficiles à comprendre, tant étaient visibles et frappants les symptômes d'une transformation prochaine. On ne peut s'imaginer qu'ils aient passé inaperçus sous vos yeux ; vous avez bien dû soupçonner que ces désordres indistincts, ce mécontentement si généralement répandu, la misère de l'humanité, étaient des présages significatifs d'un grand changement !

— Nous sentions fort bien que la société traînait l'ancre et qu'elle était en passe de s'échouer. Où allait-elle aborder, on l'ignorait, mais tout le monde craignait les écueils.

— Cependant le sens du courant était bien perceptible, si vous vous étiez donné la peine de l'observer ; il n'entraînait pas la société vers les écueils ; mais, au contraire, vers un chenal plus profond.

— Nous avons un proverbe, répliquai-je : « Un regard en arrière vaut mieux qu'un regard en avant, » dont j'apprécie aujourd'hui la force plus que jamais. Tout ce que je puis dire, c'est qu'à l'époque où je m'endormis, les perspectives de la société étaient de telle nature que je n'aurais pas été surpris si, en regardant du haut de votre terrasse, j'avais vu un monceau de décombres au lieu de cette florissante cité.

Le docteur Leete m'avait écouté avec beaucoup d'attention. Quand j'eus fini, il secoua la tête d'un air pensif.

— Ce que vous m'apprenez, dit-il, sera une justification éclatante pour notre historien Storiot, qu'on accusait d'avoir poussé au noir en peignant, dans son histoire de votre époque, la tristesse et la confusion des esprits. Sans doute, il était naturel qu'une période de transition comme la vôtre fût remplie de trouble et d'agitation ; mais, en voyant combien était claire la direction des forces mises en action, on s'étonne qu'au lieu de l'espoir, ce soit la crainte qui ait prévalu dans les esprits.

Je repris :

— Vous ne m'avez pas encore dit quelle a été votre réponse à l'énigme sociale. Je suis impatient de savoir par quel paradoxe la paix et la prospérité, dont vous jouissez aujourd'hui, ont pu naître d'un siècle comme le mien.

Pardon, fit mon hôte, fumez-vous ? »

Il attendit que nos cigares fussent allumés, puis il reprit :

— Puisque vous me paraissez avoir plutôt envie de causer que de dormir, j'en profiterai pour vous donner un léger aperçu de notre système industriel actuel, juste ce qu'il faut pour bien vous convaincre qu'il n'y a aucun mystère dans le cours de son évolution. Les Bostoniens du dix-neuvième siècle passaient pour de grands questionneurs. Permettez-moi de vous prouver que je suis leur digne petit-fils. Dites-moi quel était pour vous le symptôme caractéristique du mécontentement des travailleurs à votre époque ?

— Les grèves, répondis-je.

— Parfaitement : mais, qu'est-ce donc qui rendait les grèves si formidables ?

— Les grandes organisations du travail.

— Et le motif de ces grandes organisations ?

— Les ouvriers prétendaient être obligés de se coaliser pour obtenir justice des puissantes corporations capitalistes.

— C'est bien cela ; l'organisation du travail et des grèves était simplement l'effet de la concentration toujours croissante du capital. Avant cette concentration, quand le commerce et l'industrie étaient dirigés par un nombre considérable de petits établissements, avec des capitaux modestes, l'ouvrier isolé avait son importance personnelle, et il était relativement indépendant dans ses rapports avec le patron. En outre, quand un petit capital ou une idée nouvelle suffisait à lancer un commerce, l'ouvrier s'élevait souvent au grade de patron et il n'y avait pas entre ces deux classes une barrière inflexible. Les associations ouvrières n'auraient pas eu de raison d'être et les grèves générales n'existaient pas. Mais, quand, à l'ère des petits capitaux et des petites entreprises succéda le siècle des grandes agglomérations de capital, tout changea. L'ouvrier isolé, qui était un personnage vis-à-vis du petit patron, fut annihilé en présence de ces associations puissantes ; en même temps l'accès au patronat lui demeurait à jamais fermé. C'est l'intérêt de la légitime défense qui le poussa à se coaliser avec ses camarades.

[...]

« Dans les premières années du vingtième siècle, l'évolution reçut son couronnement par la consolidation définitive du capital de la nation tout entière. L'industrie et le commerce du pays, arrachés aux mains des syndicats privés, irresponsables, qui les conduisaient au gré de leurs caprices et de leurs intérêts, furent désormais confiés à un syndicat unique, travaillant dans l'intérêt commun. La nation forma une grande et unique corporation, dans laquelle durent s'absorber toutes les autres ; elle devint le seul capitaliste, le seul patron, le monopole final qui engloba tous les anciens monopoles, grands et petits, monopoles de profits et d'économies, dont tous les citoyens eurent leur part. En un mot, le peuple des États-Unis prit la direction de ses propres affaires, comme cent ans auparavant il avait pris celle de son propre gouvernement ; il s'organisa pour l'industrie, sur le même terrain où il s'était jadis organisé pour la politique. C'est ainsi que bien tardivement, dans l'histoire du monde, on reconnut cette éclatante vérité que rien n'est plus essentiellement l'affaire du peuple que le commerce et l'industrie, puisque sa vie en dépend. Les confier à des particuliers, qui en profitent, est une folie du même genre, mais bien plus fatale, que celle qui consiste à remettre les rôles de l'État à des rois, à des nobles, qui s'en servent pour leur gloire personnelle. »

— Un changement aussi extraordinaire que celui que vous décrivez n'a pu s'effectuer sans une grande effusion de sang, sans des convulsions terribles ? Dis-je.

Au contraire, répondit le docteur Leete, il n'y eut de violences d'aucune espèce. Le changement avait été prévu, escompté longtemps à l'avance. L'opinion publique était mûre, le gros du peuple conquis à l'idée.

Il n'était plus possible de s'y opposer, ni par la force, ni par les arguments. D'un autre côté, le sentiment public envers les grandes compagnies et leurs suppôts avait perdu toute amertume, depuis qu'on avait compris leur nécessité comme un chaînon, une phase de transition dans l'évolution du vrai système industriel. Les adversaires les plus acharnés des grands monopoles étaient désormais forcés de reconnaître quels services précieux et indispensables ceux-ci avaient rendus dans l'éducation économique du peuple, jusqu'au moment où il pourrait assumer le contrôle de ses propres affaires. Cinquante ans auparavant, la consolidation générale de l'industrie du pays, sous un contrôle national eût paru une expérience téméraire aux plus hardis. Mais, par une série de leçons de choses, vues et étudiées de tous, les corporations avaient ouvert au peuple, à ce sujet, des horizons entièrement nouveaux. Pendant des années, on avait vu des syndicats manier des ressources plus grandes que celles de certains États, diriger le travail de centaines de mille ouvriers, avec une force productive et une économie impraticables par des opérations plus restreintes. On avait fini par reconnaître comme un axiome que, plus une affaire est grande, plus les principes qui doivent la régler sont simples ; la machine est plus précise que la main, et une organisation savante remplace avec avantage l'oeil du maître. Ainsi il arriva que, grâce aux corporations elles-mêmes, le jour où l'on proposa que la nation assumât leurs fonctions, cette proposition ne parut nullement impraticable, même aux plus timides. Assurément, c'était un pas qui menait au-delà de tout ce qui s'était vu jusqu'à ce jour, une généralisation plus large. Mais, le seul fait que la nation resterait seule debout de toutes les corporations préexistantes levait bien des difficultés, contre lesquelles avaient dû lutter les monopoles particuliers.

[...]

Chap 9 : Le docteur Leete et sa femme, qui survinrent à ce moment, ne furent pas médiocrement surpris d'apprendre que j'avais parcouru la ville tout seul pendant la matinée, et ils furent tout heureux de me voir si calme, après une pareille équipée.

— Votre excursion a dû être singulièrement intéressante, fit Mme Leete, lorsqu'on se mit à table ; vous avez dû voir une quantité de choses nouvelles ?

— Dites plutôt que tout ce que j'ai vu m'a paru nouveau, madame ; mais ce qui m'a frappé le plus, peut-être, a été de ne plus trouver de magasins dans la grande rue, ni de banques sur la place. Qu'avez-vous donc fait des boutiquiers et des banquiers ? Les avez-vous pendus, selon le système que préconisaient les anarchistes de notre temps ?

— Nous n'en sommes pas arrivés là, dit le docteur Leete ; nous nous passons tout simplement de leurs services. Ce sont des fonctions surannées dans notre société moderne.

— Mais, alors, quand vous avez besoin de quelque chose, où vous adressez-vous ?

— De nos jours, il n'y a ni achats, ni ventes. La répartition des marchandises se fait d'une autre façon. Quant aux banquiers, n'ayant plus d'argent, nous n'avons plus besoin de cette espèce.

— Mademoiselle, dis-je en me tournant vers Édith, je crains que monsieur votre père ne se moque de moi. Je ne lui en veux pas, car ma candeur doit inspirer aux amateurs de plaisanteries de magnifiques tentations. Mais, vraiment, il y a des limites à ma crédulité en ce qui concerne les changements qui se sont opérés dans le système social.

— Mais mon père ne songe pas à plaisanter, dit Édith avec un air rassurant.

La conversation prit alors une autre tournure, Mme Leete ayant agité la question des modes féminines au dix-neuvième siècle. Après déjeuner, le docteur vint me prendre pour faire un tour sur la terrasse (sa promenade de prédilection, semblait-il) ; il reprit le sujet que nous avions entamé.

— Vous paraissez étonné, dit-il, que nous vivions sans argent et sans commerce ; mais en réfléchissant un peu, vous verrez que chez vous le commerce et l'argent n'étaient nécessaires que parce que la production était abandonnée à l'initiative privée. Par conséquent, chez nous, l'un et l'autre sont devenus superflus.

— Je ne comprends pas très bien cette déduction.

— C'est cependant bien simple, dit le docteur. À l'époque où un nombre infini de personnes, sans relations entre elles, produisaient les mille objets nécessaires à la vie et au bien-être, il fallait des échanges perpétuels entre les individus pour subvenir à leurs besoins respectifs. Ces échanges constituaient le commerce, et l'argent en était l'intermédiaire indispensable. Mais, dès que la nation fut devenue le seul producteur de toutes les commodités de la vie, l'échange entre les individus n'eut plus de raison d'être. On pouvait se procurer tout à la même source, et rien ne pouvait être obtenu d'ailleurs. Le système de la distribution directe, dans les magasins nationaux, remplaça le commerce et, pour cela, l'argent était inutile.

— Comment cette distribution est-elle organisée ?

— Oh ! de la façon la plus simple, dit le docteur : un crédit, correspondant à sa part du produit annuel de la nation, est ouvert à chaque citoyen, au commencement de l'année, et inscrit sur les livres de l'État. On lui délivre une carte de crédit, au moyen de laquelle il se procure, quand il veut, dans les magasins nationaux établis dans toutes les communes, tout ce qu'il peut désirer. Vous voyez que ce système supprime toute transaction commerciale entre producteurs et consommateurs. Peut-être aimeriez-vous à savoir quel aspect ont nos cartes de crédit ? Remarquez, dit-il, pendant que je regardais curieusement le morceau de carton qu'il me tendit, remarquez que nos cartes de crédit représentent un certain nombre de dollars ; nous avons gardé le mot en supprimant la chose, et ce nom n'est plus qu'une espèce de symbole algébrique servant à exprimer la valeur relative des objets. À cet effet, les prix des marchandises sont toujours marqués en dollars et en cents, comme de votre temps. Le prix coûtant de chaque acquisition est marqué sur votre carte de crédit par l'employé, qui détache en même temps un ou plusieurs carrés pointillés correspondants à la valeur de votre achat.

— Mais si vous voulez acheter quelque chose à un voisin, auriez-vous le droit de lui transférer en échange une partie de votre crédit ?

— D'abord, répondit le docteur, nos voisins n'ont rien à nous vendre et, ensuite, aucun transfert pareil ne peut être effectué, le crédit étant strictement personnel. Pour que la nation pût admettre un transfert de ce genre, il faudrait qu'elle s'informât de tous les détails de la transaction, afin d'en garantir l'absolue équité. Une des meilleures raisons d'abolir le numéraire, c'est précisément que la possession de l'argent n'impliquait pas un titre légitime chez le possesseur ; l'argent avait la même valeur dans les mains du voleur ou de l'assassin que dans celles de l'homme qui l'avait obtenu par le travail. Nous avons conservé l'usage des cadeaux mutuels, par amitié seulement ; mais l'achat et la vente sont considérés comme absolument incompatibles avec la bienveillance et le désintéressement qui doivent régner parmi les citoyens, ainsi qu'avec l'esprit de communauté, sur lequel repose notre système social ; selon nos idées, le fait d'acheter et de vendre est antisocial dans toutes ses tendances. C'est une excitation perpétuelle à s'enrichir au détriment du voisin ; aucune société élevée dans ces principes ne pourra jamais dépasser un degré très inférieur de civilisation.

— Qu'arrive-t-il alors, si vous dépensez dans l'année plus que le crédit qui vous est alloué ?

— La provision est si considérable, dit le docteur, qu'il y a bien des chances pour qu'on ne l'épuise pas ; cependant, en cas de dépenses exceptionnelles, on peut obtenir une avance, sur la carte de crédit de l'année suivante ; mais cette avance est limitée à un certain chiffre, et, pour ne pas encourager l'emprunt et l'imprévoyance, l'État prélève un escompte assez lourd.

— Mais si vous ne dépensez pas la somme qui vous est allouée, je suppose que le capital s'accumule ?

— Ceci aussi est permis jusqu'à un certain point, en prévision d'une dépense extraordinaire ; mais, à moins d'avis contraire, on suppose que le citoyen qui n'épuise pas son crédit n'en trouve pas l'emploi, et l'excédent est reversé au trésor public.

— Ce système n'est pas fait pour encourager les habitudes d'épargne.

— La nation est riche et ne désire pas que les citoyens se privent d'aucune jouissance. De votre temps, on économisait pour l'avenir, pour élever ses enfants, et cette nécessité faisait de la parcimonie une vertu mais aujourd'hui elle a cessé à la fois d'être nécessaire et louable. Personne n'a plus souci du lendemain, ni pour lui, ni pour sa famille ; la nation se charge de la nourriture, de l'éducation et de l'entretien de chacun de ses membres, du berceau jusqu'à la tombe.

— Voilà une garantie bien hasardée, dis-je. Comment savoir avec certitude si la valeur du travail d'un homme quelconque compensera les débours que la nation fait pour lui ? Admettons que la société soit capable de subvenir à l'entretien de tous ses membres ; cependant celui-ci gagne plus qu'il ne faut pour son entretien, et celui-là moins. Et nous voilà ramenés à la question des salaires dont vous n'avez pas encore dit un mot. Hier soir, c'est précisément là que nous en sommes restés de notre conversation, et je vous répète encore que c'est là, à mon avis, que votre système industriel doit trouver sa pierre d'achoppement. Je vous demande, une fois de plus, comment faites-vous pour graduer, à la satisfaction de tous, la rémunération d'une multitude de services si différents les uns des autres, et également nécessaires au maintien de la société ? De mon temps, la loi de l'offre et de la demande réglait le prix des travaux de tous genres, ainsi que des marchandises. Le patron payait le moins possible ; et l'ouvrier tâchait d'obtenir le plus possible. Je reconnais que ce n'était pas un joli système au point de vue moral ; mais, du moins, il nous fournissait une formule simple et commode pour résoudre une question qui doit se présenter dix mille fois par jour, si l'on veut que le monde marche. Il nous semblait qu'il n'y avait pas d'autre solution pratique.

— Sans doute, dit le docteur, il n'y avait pas d'autre solution sous un régime qui mettait les intérêts de chaque citoyen dans un antagonisme perpétuel avec ceux de son prochain. C'eût été dommage pour l'humanité de ne jamais rien trouver de mieux que cette organisation, qui repose sur la maxime diabolique : « Ton besoin

est mon profit. » De votre temps, ce n'était ni à la difficulté, ni au péril d'un service qu'on en mesurait la valeur (les besognes les plus répugnantes et les plus pénibles étant les plus mal rétribuées), mais seulement et uniquement au besoin plus ou moins pressant de ceux qui réclamaient ce service.

— J'admets tout cela, dis-je ; mais, avec tous ses défauts, ce système de régler les prix par l'offre et la demande est un procédé pratique, et je ne puis concevoir ce que vous avez pu y substituer. Le gouvernement étant le seul et unique patron, il ne peut y avoir ni marchés, ni mercuriales ; c'est le gouvernement qui doit fixer arbitrairement la rétribution de tous les services. Je ne puis rêver une tâche plus complexe, plus délicate, et plus sûre de causer le mécontentement universel.

— Pardon, dit le docteur, je crois que vous exagérez la difficulté. Supposez qu'un conseil d'hommes sensés soit chargé de fixer les salaires de toutes les professions dans un système comme le nôtre qui garantit le travail à tous, et laisse à chacun le choix de son genre d'occupation ; ne voyez-vous pas que, si imparfait que puisse être le premier règlement, les erreurs se corrigeront bientôt d'elles-mêmes ? Les métiers favorisés seraient encombrés d'aspirants, les autres en manqueraient, jusqu'à ce que les évaluations primitives fussent rectifiées et l'équilibre rétabli. Mais, je me hâte de le dire, il n'est point question de tout cela chez nous, car ce procédé, si pratique qu'il puisse devenir, ne fait pas partie de notre système.

— Mais alors, encore un coup, comment réglez-vous les salaires ? »

Le docteur Leete réfléchit quelques moments, puis il dit :

— Je suis assez au courant de l'ancien ordre de choses pour comprendre ce que vous entendez par cette question, et cependant la société nouvelle est si totalement différente de l'ancienne, que je cherche une réponse qui vous paraisse bien claire. Vous demandez comment nous réglons les salaires ? La vérité est que nous n'avons, dans notre économie politique moderne, rien qui corresponde à ce que vous appeliez, de votre temps, des salaires.

— Vous voulez, sans doute, dire que vous ne payez pas les services en argent comptant, dis-je ; mais il me semble que le crédit alloué à chacun, dans vos magasins nationaux, correspond à nos salaires du dix-neuvième siècle. À quel titre l'individu réclame-t-il sa part du budget social ? Quelle est la base de la répartition ?

— Son titre, répondit le docteur, est le fait qu'il est homme et telle est aussi la base de la répartition.

— Le fait qu'il est homme ! répondis-je d'un ton d'incrédulité. Est-il possible que tous les citoyens touchent exactement la même part au budget Social ?

— Assurément.

Mes lecteurs qui n'ont pas vu fonctionner en pratique d'autre organisation que celle d'aujourd'hui, et qui ne sont peut-être pas bien au courant de l'histoire des siècles passés, ne peuvent s'imaginer dans quel état de stupeur me plongea l'observation, pourtant si simple, du docteur.

« Vous voyez, dit-il en souriant, que non seulement nous ne nous servons pas d'argent pour payer les salaires, mais, ainsi que je vous l'ai dit, nous n'avons rien qui réponde à votre idée de salaire. »

— Mais, enfin, m'écriai-je, il y a des ouvriers qui travaillent deux fois plus que d'autres. Est-ce que les ouvriers habiles ne se plaignent pas d'un système qui les place sur le même pied que les maladroits ?

— Nous ne leur donnons jamais l'occasion de se plaindre d'une injustice, dit le docteur, puisque nous exigeons la même somme de travail de chacun d'eux.

— Je serais curieux de savoir comment, puisqu'on ne rencontre pas deux hommes dont les capacités soient exactement pareilles.

— Rien n'est plus simple ; nous demandons à chacun le même effort ! nous lui demandons de rendre à la société autant de services qu'il peut, de faire de son mieux, en un mot.

— Et bien, supposons que chacun fasse réellement de son mieux ; il n'en reste pas moins vrai que le produit du travail d'un homme peut valoir deux fois celui de son camarade.

— C'est très vrai, dit le docteur ; mais le produit obtenu n'a rien à faire avec la question de rétribution, qui n'est qu'une question de mérite. Le mérite est une quantité morale ; la production est une quantité matérielle. Singulière logique que celle qui prétendrait résoudre un problème moral d'après un étalon matériel ! Il ne faut faire entrer en ligne de compte que la quantité de l'effort, non celle du résultat. Tous ceux qui font de leur mieux ont le même mérite. Les capacités individuelles, si brillantes qu'elles soient, ne servent qu'à fixer la mesure des devoirs individuels. Un homme particulièrement doué, qui ne fait pas tout ce qu'il peut faire, a moins de mérite qu'un homme, inférieur comme capacité, mais qui donne son maximum d'effort. Le Créateur a réglé la tâche de chaque être d'après les facultés dont il l'a pourvu ; nous ne faisons que suivre ses indications, et exiger que la tâche soit remplie.

— Au point de vue philosophique, tout cela est très joli ; mais il paraît dur qu'un homme qui produit le double d'un autre (même en admettant que tous les deux fassent de leur mieux) n'obtienne que la même rétribution !

— Vraiment, dit le docteur, cela vous paraît dur ? Est-ce curieux ! Actuellement, il nous semble tout naturel qu'on soit puni pour ce qu'on a négligé d'accomplir dans la mesure de ses forces, et non pas récompensé

pour ce qu'on a fait ! Je suppose qu'au dix-neuvième siècle, quand un cheval traînait une charge plus lourde qu'une chèvre, on devait le récompenser ? Pour nous, nous lui aurions administré une bonne correction s'il ne l'avait pas fait, en partant du principe que la capacité détermine la tâche. C'est étonnant comme les points de vue, en morale, se déplacent !

Edward Bellamy, *Equality*, 1897.

Il était une fois un pays très sec, dont les habitants manquaient cruellement d'eau. Et ils ne faisaient rien d'autre que de chercher de l'eau, du matin au soir. Beaucoup mouraient parce qu'ils n'en trouvaient pas.

Cependant, certains hommes, dans ce pays, étaient plus rusés et diligents que les autres. Et ils s'étaient procuré des quantités d'eau là où d'autres n'en avaient pas trouvé. Et on appelait ces hommes les capitalistes. Il advint que les habitants de ce pays s'en furent trouver les capitalistes et les prièrent de leur donner un peu de l'eau qu'ils s'étaient procurée, pour qu'ils puissent boire, puisqu'ils mouraient de soif. Mais les capitalistes leur répondirent :

"Allez-vous-en, gens stupides! Pourquoi devrions-nous vous donner de l'eau que nous avons, et devenir comme vous êtes, et mourir avec vous. Mais voici ce que nous allons faire pour vous. Soyez nos serviteurs, et vous aurez de l'eau." Et les habitants dirent: *"Donnez nous donc à boire, et nous serons vos serviteurs, nous et nos enfants."* Et il en fut ainsi.

Les capitalistes étaient des hommes intelligents et avisés. Ils organisèrent ceux qui les servaient en brigades, avec des chefs et des contremaitres, affectés, pour certains, à sonder les sources, d'autres à transporter l'eau, d'autres enfin à chercher de nouvelles sources. Et toute l'eau fut rassemblée en un seul endroit. Les capitalistes construisirent un grand réservoir pour la contenir, et le réservoir fut appelé Le Marché, car c'est là que les gens, y compris les serviteurs des capitalistes, venaient s'approvisionner en eau. Et les capitalistes dirent au gens :

"Pour chaque seau d'eau que vous nous apporterez, pour le verser dans le réservoir, qui est Le Marché, voici que nous vous donnerons un sou, mais pour chaque seau que nous en retirerons pour vous donner à boire, à vous, à vos femmes et à vos enfants, vous nous donnerez deux sous, et la différence sera notre bénéfice, car sans cela nous ne le ferions pas pour vous et vous devriez tous mourir."

Et c'était bien ainsi, aux yeux du peuple, car il manquait de discernement. Et les gens s'activèrent à remplir le réservoir jour après jour, et pour chaque seau, les capitalistes payaient à chacun un sou, alors que pour chaque seau fourni au peuple, deux sous revenaient aux capitalistes.

Et après plusieurs jours le réservoir d'eau, dit Le Marché, déborda, du fait que pour chaque seau versé, les gens ne recevaient que de quoi acheter un demi seau. Et à cause de l'excédent laissé à chaque seau, le réservoir d'eau débordait car les gens étaient nombreux, alors que les capitalistes étaient rares et ne pouvaient pas boire plus que les autres. En conséquence de quoi le réservoir d'eau débordait.

Et quand les capitalistes virent l'eau déborder, ils dirent aux gens : *"Ne voyez-vous pas que le réservoir d'eau, qui est Le Marché, déborde? Asseyez-vous donc, et soyez patients. Cessez d'apporter de l'eau jusqu'à ce que le réservoir soit vide."*

Mais quand les gens ne reçurent plus les sous des capitalistes pour l'eau qu'ils apportaient, ils ne purent plus acheter de l'eau aux capitalistes, n'ayant pas de quoi acheter. Et quand les capitalistes virent qu'ils ne faisaient plus de bénéfice, car plus personne n'achetait de l'eau, ils furent troublés. Et ils envoyèrent des hommes sur les routes, les chemins et les haies, en criant: *"Si quelqu'un a soif, qu'il vienne au réservoir d'eau nous acheter de l'eau, sinon elle va déborder"* Et ils se dirent : *"Voici que les temps sont durs, il faut faire de la publicité "*.

Mais le peuple répondit, en disant: *"Comment pouvons-nous acheter si vous ne nous employez pas, sinon comment allons-nous avoir de quoi acheter? Employez-nous donc comme avant et nous serons heureux acheter de l'eau, car nous avons soif, et vous n'aurez pas besoin de faire de la publicité"*. Mais les capitalistes dirent au peuple: *"Allons-nous vous embaucher pour apporter de l'eau, alors que le réservoir, qui est Le Marché, déborde déjà? Achetez-nous donc d'abord de l'eau, et quand vous aurez vidé le réservoir avec vos achats, nous vous embaucherons à nouveau."* Et ainsi, du fait que les capitalistes ne les employaient plus pour apporter de l'eau, les gens ne pouvaient pas acheter l'eau qu'ils avaient déjà apporté, et du fait que les gens ne pouvaient acheter l'eau qu'ils avaient déjà apporté, les capitalistes ne pouvaient plus les employer à apporter l'eau . Et on se mit à dire partout : *"C'est la crise."*

Le peuple mourait de soif. Il n'en allait plus maintenant comme du temps de leurs pères, quand les terrains étaient libres et quand chacun pouvait librement chercher de l'eau pour lui-même. Là, les capitalistes avaient pris toutes les sources, et les puits, et les roues à eau, et les récipients, et les seaux, de sorte que personne ne pouvait se procurer de l'eau du réservoir d'eau, qui était Le Marché. Alors le peuple murmura contre les capitalistes et dit :

"Voici que le réservoir est à sec, et que nous mourons de soif. Donnez nous donc de l'eau, pour que nous ne périssions pas."

Mais les capitalistes répondirent : *"Que nenni. L'eau est à nous. Vous ne boirez pas, à moins que vous n'achetiez à boire avec vos sous."* Et ils le confirmèrent par serment, disant, à leur manière : *"Les affaires sont les affaires."*

AUX ÉLECTEURS

DU

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE.

CITOYENS,

La République est proclamée sans retour ; elle est de droit naturel le gouvernement de tous, par tous, pour tous et le seul qui, désormais, soit possible en France ; je n'hésiterai donc pas à déclarer traître à la patrie tout représentant du peuple qui oserait mettre en question toute autre forme de gouvernement.

Mais ces hommes vendus au pouvoir égoïste et parjure qui vient de tomber sous le coup du mépris de la France, voient avec effroi l'avènement d'un gouvernement fondé sur la justice, la probité, le courage et l'entier dévouement au pays : le cœur des courtisans et des privilégiés du pouvoir déchu n'est pas changé ; il y a donc un parti qui, sous les apparences du patriotisme, cache le regret du passé ; il s'agite et il fait tous ses efforts pour surprendre la religion républicaine du peuple français.

C'est pour combattre et vaincre ce parti que je viens, citoyens, briguer l'honneur de vos suffrages.

RÉPUBLICAIN SINCÈRE, dévoué toute ma vie aux principes sacrés de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, j'ai pensé que je pouvais être utile à mon pays en consacrant tout ce que je me sens de force et de patriotisme pour les défendre et les faire triompher.

Je veux la liberté de conscience ;

La réhabilitation des instituteurs primaires, ces prêtres de l'instruction du peuple des campagnes, abandonnés et avilis par un pouvoir ennemi des lumières ;

Encourager d'une manière efficace et toute spéciale l'agriculture, le premier des arts !...

HONORER LE TRAVAIL jusqu'à présent méprisé ;

RESPECTER LA PROPRIÉTÉ qui en est le fruit ! Assurer à

64
Lse 1153
1848

tous dans les limites du possible le droit de vivre en travaillant ;
COMBATTRE L'ANARCHIE de telle source qu'elle vienne :

Voilà mes principes.

Je demanderai l'amélioration du sort **DES CURÉS DE CAMPAGNE.**

Je demanderai pour les instituteurs un traitement qui soit digne des services qu'ils sont appelés à rendre à la patrie, et, de plus, une pension de retraite pour leurs vieux jours.

AGRICULTEUR MOI-MÊME, je demanderai l'abolition de tous les impôts vexatoires qui pèsent principalement sur l'agriculteur, et je provoquerai toutes les réformes ou les institutions qui auront pour objet de rendre à la culture du sol, **SOURCE DE TOUTE RICHESSE**, et qui occupe les deux tiers de la population de la France, **LE RANG, L'HONNEUR ET LA PROTECTION QUI LUI SONT DUS.**

En ce qui me touche personnellement, voici mes actes :

Pendant vingt ans, membre des comités d'opposition de Paris, j'ai, par mes votes et mes efforts constants, combattu la tyrannie des gouvernements qui se sont succédés jusqu'à ce jour.

EN 1830, j'ai signé au *National*, un des premiers, l'acte d'association pour l'expulsion à perpétuité des Bourbons.

EN FÉVRIER 1848, après avoir contribué à organiser la résistance armée, et obtenu la soumission du régiment caserné rue de la Pépinière, je me transportai à la Chambre des députés, et pendant plus d'une demi-heure, avant l'arrivée de nos amis armés, et malgré les menaces, *un pied sur les marches de la tribune*, je protestai énergiquement contre les discours monarchiques et les propositions de régence.

JE N'AI JAMAIS RIEN SOLLICITÉ D'AUCUN POUVOIR.

C'est donc avec confiance que je me présente devant vous, chers concitoyens, fort de mes convictions et de mes antécédents politiques.

Si je sollicite l'insigne honneur de vous représenter à l'Assemblée nationale, c'est que, travailleur infatigable, je veux concourir au développement et à l'application des grandes idées républicaines qui seules peuvent assurer la gloire du pays et le bonheur du peuple français.

MICARD,

Cultivateur et Propriétaire du Domaine des Fossés,
près Donnemarie (Seine-et-Marne).



EXPOSÉ DE PRINCIPES

ADRESSÉ

PAR M. BARBET FILS,

*A ses Concitoyens Électeurs du département de Seine-et-Oise,
en leur demandant leurs suffrages pour les représenter à
l'Assemblée nationale.*

CITOYENS !

J'ai toujours pensé que le seul gouvernement possible chez un peuple éclairé, était celui qui ne permettait pas de substituer des intérêts de famille aux intérêts généraux.

Cette opinion m'a empêché de prendre aucune part aux affaires publiques, lorsque la France était régie par un gouvernement monarchique.

Mes sentiments républicains sont connus depuis 1830. J'ai attendu dix-huit années la réalisation de mes vœux, sans varier dans mes convictions.

Pendant quinze ans j'ai vécu dans votre département à Jouy, au milieu des ouvriers. Je connais leurs besoins.

Je serais fier de pouvoir me consacrer maintenant aux affaires de mon pays, et de fournir ma part d'intelligence et de dévouement, pour établir, avec la République, une constitution qui règle d'une manière équitable, les intérêts de toutes les classes de la société.

Votre Concitoyen,

JUSTE BARBET, fils.

ÉLECTIONS

DE SEINE-ET-OISE.



CHERS CONCITOYENS,

Oui, je suis socialiste; — mais qu'est-ce que le socialisme? — c'est l'économie politique, agrandie, généralisée, et surtout sanctifiée par le principe de la fraternité, en un mot, rendue *chrétienne*.

La vieille économie politique calculait la production des richesses sans tenir compte du sort des travailleurs. Elle admettait comme une fatalité l'incohérence des efforts, l'hostilité des intérêts.

L'économie sociale, sans rien ôter au droit du capital, veut aussi qu'on respecte le droit du travail: la solidarité qu'elle établit entre le capital et le travail, rend celui-ci assez productif pour que la part même du capital se trouve considérablement augmentée.

L'économie sociale, qui fait disparaître la misère, peut seule fonder l'ordre dans la liberté, concilier les antagonismes, développer et assurer la prospérité générale. — La République est socialiste.

PROGRAMME SOCIALISTE OU RÉPUBLICAIN.

Souveraineté nationale, et en conséquence la République.

Liberté, égalité réelle par l'éducation donnée à tous, par la possibilité pour tous de vivre *honorablement*.

Répartition équitable, proportionnelle, des droits et des charges. Liberté de la presse, liberté d'association. Droit au travail garanti.

Organisation du travail, association de l'agriculture et de l'industrie manufacturière. Encouragements à l'agriculture.

Respect à la propriété, à la propriété de toute nature, capital, talent ou travail.

Retraite assurée aux vétérans et aux invalides du travail.

Amélioration du sort des ouvrières. Respect à la femme: respect à la famille.

Fraternité des citoyens. Confédération des peuples.

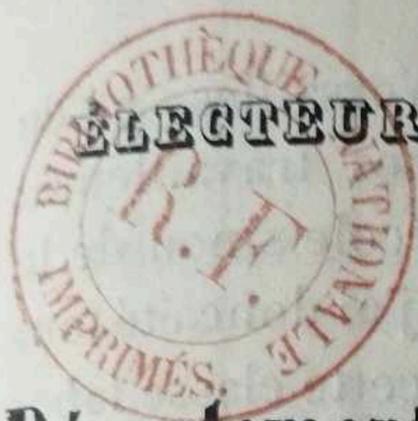
Armée permanente très-réduite, ou employée aux grands travaux d'utilité publique.

BAUDET-DULARY.

Docteur en Médecine, ancien Député, Cultivateur, l'un des fondateurs de la Colonie Agricole-Industrielle qui s'organise actuellement à Condé, par Houdan (Seine-et-Oise).

64
Le 11/75

AUX



ÉLECTEURS TRAVAILLEURS

DU

Département de Seine-et-Oise.

CITOYENS,

Une question qui intéresse au plus haut degré la classe des travailleurs, a été agitée; celle d'envoyer des candidats aux différents comités du département pour représenter ces citoyens à l'Assemblée nationale. A cet effet, une quantité d'ouvriers de tous corps d'état, et autres citoyens réunis, ont procédé par acclamations au choix de ces candidats; sept de leurs frères ont été élus, et je suis fier d'être un de ceux qu'ils ont appelé à remplir cette honorable mission.

Il est donc de mon devoir, Citoyens, de tâcher de justifier ici la confiance qu'ils m'ont accordée par leurs suffrages.

Ainsi, à ceux qui me connaissent, je ne dirai rien... A ceux qui ne me connaissent pas,

1848

je dirai : Je suis enfant de Versailles, né de parents pauvres, mais dignes travailleurs. Elevé comme beaucoup à l'école sinon de la misère, au moins de la gêne, j'ai donc été tout jeune témoin des besoins de cette classe laborieuse. Mon instruction fut celle qu'on donnait à l'époque aux enfants de ma condition (*l'école gratuite*), dont le titre seul indique assez dans quelle proportion cette éducation était donnée.

J'en voudrais donc une plus étendue et plus libérale pour mes frères, qui puisse les mettre à même d'être dignes à l'avenir de remplir tout espèce de fonction dans la mesure de leur intelligence, et arriver enfin à la conquête de notre dignité d'*égalité*, si longtemps méconnue.

Dès l'âge de douze ans, je fus mis en apprentissage dans le rude métier de menuisier, et je n'ai depuis cessé de travailler, car travailler beaucoup doit être le mobile de tout homme, et c'est le mien. Mais avec l'âge vient le raisonnement qui, laissant voir les erreurs du passé, invite au moins à profiter des bienfaits du présent pour l'avenir.

J'ai donc cherché dans les mystères de la géométrie appliquée à ma profession, à devenir sinon un artiste distingué, au moins un ouvrier supérieur, et, je l'avoue en toute hu-

milité, ce que j'ai appris, ce que je sais, enfin, n'est un mystère pour personne; j'en ai fait profiter mes amis autant qu'il m'a été possible et toutes les fois qu'ils me l'ont demandé. Or, j'attribue donc aux actes de ma vie passée la considération et l'insigne honneur qui m'est dévolu, honneur qui m'est grandement payé par la douce satisfaction que j'éprouve de tant de marques d'intérêt.

Enfin, Citoyens, si j'étais appelé par votre vote à siéger à l'Assemblée nationale, j'ai la ferme conviction que je pourrais bien apporter des renseignements utiles à la construction de l'édifice social, en ce qui concerne l'amélioration immédiate du sort des travailleurs, en stimulant leur intelligence par les bienfaits de l'association et en évitant le chômage, qui est le plus grand vice de l'organisation actuelle, en attendant les bienfaits de l'organisation générale du travail, qui est une œuvre immense et dont je prévois cependant la solution possible. Je pourrais, je crois, beaucoup travailler à cette œuvre, moi qui connais les besoins et les ressources d'une grande partie de la classe ouvrière, et qui connais aussi leurs prétentions, qui ne sont certes pas exagérées. Mais il est, je crois, de première nécessité de remédier en ce sens à beaucoup d'abus qui pour-

raient nuire à la sécurité et au respect dû aux personnes et à la propriété. Je pourrais bien aussi être utile au petit commerce et à l'industrie en matière d'entreprise.

En un mot, je dirai : J'entends et je vois très-clair. Je ne me rappelle pas jusqu'alors avoir rencontré d'obstacles que je n'aie pu surmonter par l'activité et la persévérance.

Enfin, je maintiendrai courageusement la légende républicaine : *Liberté, Égalité, Fraternité.*

VIVE LA RÉPUBLIQUE.

COSTEAU AÎNÉ, ouvrier,

Boulevard de la Liberté, 18,
à Versailles.